

opinions



LES ARTICLES LES PLUS SUR LESECHOS.FR

1. Macron ouvre la porte à de nouvelles baisses d'impôts
2. Brexit : les 10 questions qui se posent à la finance européenne
3. La mort telle qu'elle n'avait jamais été vue
4. Crash de Lion Air : l'avion n'aurait pas dû être autorisé à voler
5. Bientôt un RER ultrarapide pour desservir la Défense

LE MEILLEUR DU CERCLE DES ÉCHOS

N'enterrons pas Facebook trop vite !

Pour Jean-François Gagne, professeur de management à l'université Paris-Dauphine, le roi des réseaux sociaux a toutes les cartes en main pour rebondir, malgré l'intensité et la fréquence des affaires.

SÉRIE NOIRE « Facebook est entré depuis dix-huit mois dans une période de très forte turbulence : non-détection de l'influence de hackers russes, détournement de ses données utilisateurs par Cambridge Analytica, audition de ses dirigeants devant les autorités américaines et européennes et un dévissage très fort en Bourse au mois de juillet. »

POSITIONNEMENT « Le modèle économique de Facebook repose sur une combinaison d'activités très rentables (pas de production de contenu) et bénéficiant pour les revenus d'un effet très fort de réseau : plus Facebook a d'abonnés, plus ses revenus publicitaires augmentent. De plus, ses concurrents sont soit forts à un seul endroit seulement (QQ, WeChat-Weixin, Weibo), soit trop petits (Diaspora, OneSocialWeb, Elgg). »

CROISSANCE « Son taux de croissance récent en abonnés est en ligne avec les attentes des analystes. Ses abonnés ne sont d'ailleurs pas prêts à payer pour un service sans publicité, synonyme de changement de modèle économique. Bien que conscients de la faible protection de leurs données personnelles, ils s'en moquent et ne veulent pas renoncer aux services du réseau social. »

AVENIR « Avec un taux de croissance de plus de 40 % ces dernières années et une marge du même ordre de grandeur, l'entreprise semble avoir de la réserve pour le futur. Et le marché chinois, que Facebook n'a pas pu pénétrer, pourrait un jour s'ouvrir en réaction aux pressions de l'administration américaine sur la Chine. Facebook garde donc la main. »



A lire en intégralité sur Le Cercle : lesechos.fr/idees-debats/cercle

DANS LA PRESSE ÉTRANGÈRE

A l'est rien de nouveau !

THE WALL STREET JOURNAL

● Le ton monte entre la Russie et les pays occidentaux après l'arraisonnement musclé de trois navires ukrainiens par la flotte russe. Mardi, selon RIA Novosti, Moscou a fait savoir que le système anti-aérien S-400, d'une portée supérieure à celle de son rival américain Patriot, va être déployé prochainement en Crimée, la péninsule annexée par la Russie en 2014. Pour le moment les capitales occidentales en sont aux condamnations fermes de l'action russe en mer d'Azov. Mais elles s'interrogent sur les façons de faire plier Moscou. Pour le « Wall Street Journal », les condamnations verbales même les plus fermes de l'attaque de dimanche sont bien insuffisantes. Parmi les mesures envisagées par le quotidien, un bon départ serait d'isoler au G20 en Argentine Vladimir Poutine, notamment, pour réclamer la libération immédiate de la vingtaine de marins ukrainiens emprisonnés.

De plus, les Etats-Unis devraient prendre des sanctions contre une grande banque russe et interdire la participation des investisseurs dans l'acquisition de bons du Trésor russes, en se concertant avec les Européens. L'Allemagne a un moyen de pression en outre avec le projet de gazoduc Nord Stream 2 qui doit amener le gaz russe à l'ouest de l'Europe. Angela Merkel pourrait retirer son accord pour ce projet.

Certes l'Ukraine n'est pas membre de l'Otan mais l'Alliance Atlantique pourrait renforcer sa présence en mer Noire. Enfin les alliés pourraient vendre plus d'armes à l'Ukraine si la Russie poursuit son agression. Pour le journal, il est clair que Vladimir Poutine veut étendre son influence de l'Arctique à l'Afrique. « Sans une réponse forte à l'incident en mer d'Azov, la Russie multipliera ses défis. » A l'est rien de nouveau.— J.H.-R.



Le président chinois Xi Jinping et Donald Trump, en avril 2017.

Doug Mills/NT-Redux-REA

La mondialisation doit accepter une forme de protectionnisme

Partout à travers le monde, la « nation » se révolte contre la mondialisation, au nom de la démocratie. Il en résulte un retour au nationalisme économique. Pour éviter ce fléau, il existe une solution : le « protectionnisme régulé ».

LA CHRONIQUE de Robert Skidelsky



Les libéraux soutiennent quasiment tous la mondialisation, et s'opposent au nationalisme économique. Ils ignorent les éléments de preuve de plus en plus nombreux selon lesquels, sous sa forme actuelle, la mondialisation est dangereusement incompatible avec la démocratie.

Dans son ouvrage de 2011 intitulé « The Globalization Paradox », Dani Rodrik de l'université Harvard, explique que l'Etat-nation, la démocratie et la mondialisation sont mutuellement inconciliables : deux de ces éléments peuvent se conjuguer, mais nous ne pouvons bénéficier des trois simultanément (ce qu'il qualifie de « trilemme »). Partout à travers le monde, la « nation » se révolte contre la mondialisation, au nom de la démocratie.

Nous l'avons clairement observé cette année, lorsque le président américain, Donald Trump, a imposé un large ensemble de droits de douane sur les produits chinois, la Chine ayant par la suite riposté en nature. Trump a par ailleurs déchiré deux grands traités commerciaux internationaux, et menacé de se retirer de l'Organisation mondiale du commerce. Le virage de l'Amérique en direction du nationalisme économique réside dans le déficit commercial croissant du pays – 566 milliards de dollars en 2017, et le creusement se poursuit à l'heure d'une reprise de l'économie américaine. Mais une raison plus profonde réside dans l'impression justifiée selon laquelle les déficits de balance courante qui en résultent ne sont pas « bénins » lorsqu'ils sont financés par des flux entrants de capitaux à court terme, dit capitaux « fébriles ».

Un déficit de balance courante signifie qu'un pays importe davantage qu'il n'exporte. Cet excédent d'importation peut conduire à une perte nette de « bons » emplois. Six millions d'emplois manufacturiers ont disparu dans la première décennie des années 2000. La Rust Belt a permis à Trump de devenir président. « Il est temps de rebâtir le Michigan, et nous ne laisserons plus per-

sonne voler les emplois du Michigan », proclamait-il devant une foule en délire à Détroit en 2016.

Le protectionnisme de Trump revêt également des racines géopolitiques. Les importations de métal ont conduit à la fermeture de nombreuses entreprises potentiellement nécessaires à la défense. La stratégie « Made in China 2025 » de la Chine est une politique industrielle de haute technologie destinée à faire du pays un leader mondial dominant dans les industries d'avenir. Ce programme repose dans une large mesure sur le vol de technologies américaines avancées. Si cette stratégie porte ses fruits, l'avenir économique et politique des Etats-Unis s'en trouvera affaibli.

Les droits de douane sélectifs peuvent s'avérer utiles pour préserver les industries liées à la défense, ou pour empêcher d'autres Etats de dérober des technologies de pointe. Mais en tant que

Le « libre-échange compensé » permet d'atteindre des objectifs protectionnistes légitimes sans perturber le système économique mondial.

politique commerciale globale, les tarifs douaniers sont une erreur maladroite. Les Etats-Unis s'exposent à des coûts élevés, et risquent d'échouer à atteindre un déficit commercial plus faible, ainsi que d'autres avantages importants.

Existe-t-il un moyen de limiter le libre-échange, qui ne conduirait pas à des guerres commerciales ? L'économiste Vladimir Masch propose une approche de « libre-échange compensé » (CFT) pour atteindre des objectifs protectionnistes légitimes, sans pour autant perturber le système économique mondial.

Dans le cadre de cette démarche, les dirigeants politiques détermineraient un plafond de déficit commercial chaque année, et imposeraient des limites sur les excédents des partenaires commerciaux. Dans le cas des Etats-Unis, ce plafond impacterait significativement la Chine, le Mexique, le Japon et l'Allemagne, qui ont respectivement contribué au déficit commercial global du pays à hauteur de 375 milliards, 71 mil-

liards, 69 milliards et 64 milliards de dollars en 2017. Dans le cadre du CFT, un pays en excédent commercial pourrait réduire ses exportations jusqu'à la limite fixée. Mais il pourrait également dépasser son quota d'exportation si son gouvernement versait à l'Etat partenaire une amende égale au montant des exportations excédentaires, soit en collectant la somme nécessaire auprès de ses producteurs d'exportations, soit en utilisant ses réserves de change. En revanche, si le pays en excédent tentait de dépasser son seuil d'exportation sans verser d'amende, ses exportations excédentaires se retrouveraient bloquées.

Le protectionnisme « intelligent » présente plusieurs avantages par rapport aux tarifs douaniers purs et simples. D'abord et avant tout, il empêcherait automatiquement les guerres commerciales.

Deuxièmement, le CFT neutraliserait en un seul effet pour chaque partenaire les tentatives de manipulation des subventions gouvernementales, des prix, de la monnaie, et autres stratagèmes dans le cadre du commerce international.

Troisièmement, en termes d'avantages économiques pour les Etats-Unis, la mise en œuvre d'un CFT stimulerait le retour des entreprises et emplois délocalisés, rétablissant ainsi le potentiel industriel du pays, de même que son équilibre social.

En somme, le CFT remédie aux déficits commerciaux, surmonte les limites des tarifs douaniers, contrecarre la manipulation commerciale, corrige l'actuelle théorie économique dominante, et constitue une étape nécessaire en direction du rétablissement d'un système mondial des paiements atteignable. En quelques mots, il résout le trilemme de Rodrik : Etat-nation, démocratie et mondialisation peuvent être conciliés. Pour autant, un seul Etat-nation jouit de l'envergure suffisante pour atteindre ce résultat : l'Amérique. En y parvenant, elle stopperait l'actuel glissement mondial désordonné vers une forme agressive de nationalisme économique. Ne serait-ce que pour cette raison, le plan suggéré par Masch mérite d'être sérieusement étudié.

Robert Skidelsky est professeur émérite d'économie politique à l'université de Warwick.

Cet article est publié en collaboration avec Project Syndicate 2018.

LE LIVRE DU JOUR

Fausses urgences

LE PROPOS En titrant son livre sur le « bien-vivre » à l'heure du digital : « J'ai décidé d'être là », Aurélie Sirdey, montre précisément le risque à éviter, celui de ne plus être là pour personne sauf pour son smartphone. Ainsi, les doudous ne sont plus réservés aux nourrissons, ados et adultes se réfugient à leur tour dans ce « nouvel objet transitionnel ». Ils le feront aussi bien lors de réunions que l'on n'écoute plus que d'une oreille, ou lors de la vie de famille, elle aussi mise de côté. Il n'est que voir ces tables de restaurant où chacun penché sur son écran ne parle plus à son commensal. Peut-être lui envoie-t-il un message ? Bref « notre tête est ailleurs », catastrophes en chaîne à prévoir. Avant qu'elles ne surviennent, l'auteure énumère les plus fréquents travers digitaux avant d'énoncer quelques conseils propres à tenter de les redresser, à s'affranchir de la « fausse urgence », de « l'immédiateté », « arrêter le « multitasking ». Ça ne peut pas faire de mal !

LA CITATION « A force d'être soumis à des sollicitations multiples et continues, l'homme digital est devenu « accro » au mouvement, il a la



J'ai décidé d'être là. Comment bien vivre à l'heure du digital

Aurélie Sirdey. Editions Saint-Simon. 108 pages. 11 euros.

bougeotte et ne supporte plus de rien faire ; écouter lui est devenu insupportable. Ainsi [...] il décroche. »

L'AUTEUR Aurélie Sirdey diplômée des langues orientales, s'est appuyée sur son passé de directrice marketing et sa connaissance du japonais pour développer une méthode de management, le « Kyudo Management », inspirée de l'art ancestral japonais du tir à l'arc. Elle-même vise souvent assez juste.— Sabine Delanglade